

L'édito
Marie-Christine Tabet
Directrice adjointe
de la rédaction



Tous perdants

Lorsque la Nouvelle-Calédonie s'éveille, la métropole s'endort. La visite du président de la République achevée, il serait tentant de se désintéresser de l'avenir de ce « caillou » lointain tant il est difficile de décrypter les liens entre Caldoches, Kanaks, Européens, Océaniens, clans et tribus... Seule certitude : tous ces groupes, plus ou moins homogènes, n'ont pas réussi à se forger le « destin commun » promis par les accords de Nouméa.

Outre le bilan dramatique de sept morts en moins de quinze jours, on sait déjà que les événements qui ensanglantent l'archipel depuis le 14 mai ne feront que des perdants. L'État, qui n'aura d'autre choix que de temporer et de retarder sa réforme, mais aussi les Calédoniens, pour peu que ce vocable ait un sens. En attaquant Nouméa, c'est le poumon économique du territoire que les émeutiers mettent à l'arrêt. Outre les mines de nickel — soutenues par l'État et malmenées par la concurrence chinoise —, l'appareil productif de la Nouvelle-Calédonie est faible. Il se limite à une activité de PME, de petits commerces et, dans une moindre mesure, d'infrastructures touristiques.

Les entrepreneurs les plus récemment installés en Nouvelle-Calédonie, venus de métropole ou d'ailleurs, principalement de la zone pacifique, dont les supermarchés, entrepôts et autres boutiques ont été saccagés ou sont partis en fumée, auront-ils envie de les reconstruire ? Rien n'est moins sûr. Tous les reportages le montrent. La haine et la peur contaminent peu à peu toute la population. Une autre façon de geler le corps électoral et la certitude de dépendre plus encore des subsides de l'État.

Plongée dans le « Far West » calédonien

Ce vendredi, un homme a été tué par un policier au nord de Nouméa, dans la commune populaire de Dumbéa. Depuis le début des violences, les habitants y vivent quasi reclus, quartier par quartier, barrage contre barrage.



Dumbéa (Nouvelle-Calédonie), ce vendredi. Des émeutiers, masqués pour la plupart, filtrent les voitures qui souhaitent emprunter la voie connectant Nouméa à son aéroport.

Pierre Maurer (avec Pauline Théveniaud)
Envoyés spéciaux en Nouvelle-Calédonie

UN JOUR à peine après la visite d'Emmanuel Macron, la Nouvelle-Calédonie pleure son septième mort. Ce vendredi, en fin de journée, le procureur de Nouméa, Yves Dupas, a annoncé qu'un homme de 48 ans avait été tué par un policier. Une première depuis le début des émeutes, après le décès de deux gendarmes, trois Kanaks et un Caldoche (Calédonien d'origine européenne).

Alors qu'ils circulaient à Dumbéa, un quartier résidentiel et populaire au nord de Nouméa, deux policiers ont été « pris à partie physiquement par un groupe d'une quinzaine d'individus » et l'un d'eux, dans des circonstances qu'il reste à « déterminer », « aurait fait usage de son arme de service en tirant pour s'extraire de cette altercation physique ». Le policier, « sur lequel des traces de coups ont été relevées », a été placé en garde à vue et le parquet a ouvert une enquête pour homicide volontaire par personne dépositaire de l'autorité publique.

De quoi raviver la colère des émeutiers, qui n'abandonnent

pas les barrages depuis douze jours ? « Pour l'instant c'est calme, mais on craint demain. On a peur d'une montée de violence, confie un habitant indépendantiste de Dumbéa, après l'annonce du décès. La nouvelle va se répandre et, demain, il faudra tout canaliser... »

« Toute mort est tragique pour la nation. J'ai une pensée pour le défunt et sa famille. Plus vite on appelle au calme et à la levée des barrages, plus on évite tout ce qui peut se passer », confie à notre journal Emmanuel Macron, qui ajoute : « Je suis attristé par cette mort et je pense qu'elle aurait pu être évitée si les barrages avaient été levés. Je note que, depuis, il y a tout de même eu une communication de la CCAT (Cellule de

« Une haine insupportable est en train de s'installer »

Raphaël, l'un de ces « voisins vigilants », fait la circulation des véhicules quand un homme venu de la zone indépendantiste baisse sa vitre affolé en agrippant son tee-shirt arraché. « Regardez, ils m'ont violenté, s'essouffle-t-il, sans savoir à quel saint se vouer. Sur certains barrages, je suis content d'être blanc et sur d'autres, j'ai peur ! » Au loin, une détonation résonne. Épuisé, Raphaël, casquette et sweat noir, pleure son désarroi. Depuis onze jours, il défend les siens « avec des pelles, des cailloux », et dort très peu. « On a peur des pick-up du FLNKS avec des gens à leur bord, qui, les yeux injectés de sang, crient : Vive Kanaky ! Une haine insupportable est en train de s'installer... » Le matin même, en sortant ses poubelles, Loïc, son voisin, a échappé de peu à une tentative de vol de sa voiture.

Plus bas dans Dumbéa, pour pénétrer le quartier d'Apogoti,



à trois minutes en voiture de Koutio, il faut franchir un barrage sous le pont de l'autoroute, où flotte le drapeau kanak et résonnent les slogans indépendantistes. Une frontière symbolique. Depuis l'explosion de violences, la circulation sur cette voie connectant Nouméa au reste du monde via son aéroport de Tontouta est rendue impossible. Sous le pont, des hommes masqués filtrent les voitures, dont certaines vrombissent en signe de soutien aux révoltés. Mieux vaut être escorté par un pick-up d'indépendantistes pour serpenter entre les carcasses de véhicules calcinés. Ici, les Caldoches ne passent pas un ortel sans que leurs véhicules soient fouillés. Par peur des

Comment les forces de l'ordre tentent de neutraliser les barrages

Emmanuel Macron a été clair avant son départ de Nouvelle-Calédonie, ce vendredi : il faut « rétablir l'ordre dans les jours à venir ». Pour le chef de l'État,

le « retour au calme » passe par la reprise de « chaque quartier, de chaque rond-point et de chaque barrage ». Sur le terrain, les « opérations de

déblaiement » se poursuivent, selon le Haut-Commissariat, évoquant « une centaine de barrages » récemment « neutralisés ». Ce sont désormais 3 000 personnels de police et de gendarmerie qui sont « engagés en continu », appuyés par « 130 effectifs » du GIGN et du Raid, les unités d'élite de la

“
On a cassé les glissières et on a tiré les carcasses de véhicules sur la route mais on n'a pas cassé les commerces car on a pensé à nos vieux
Ryan, mécanicien de 22 ans



Fort de Charenton (Val-de-Marne), ce vendredi. Gabriel Attal a rendu hommage à Xavier Salou, 46 ans, et Nicolas Molinari, 22 ans.

HOMMAGE | L'émouvant adieu aux gendarmes tués dans l'île

Clara Seren-Rosso

CELA FAIT trente-sept heures que Nicolas Molinari évite les rafales de tirs. Face à lui, un barrage dressé devant l'un des derniers centres commerciaux accessibles à Nouméa. Il est 20 heures, ce 15 mai, quand le gendarme enlève son casque « pour mieux entendre, pour mieux écouter, pour mieux comprendre » les assaillants qui s'approchent calmement du sous-officier. « Le dialogue s'engage, quand, soudain, un coup de feu retentit. Ce coup de feu, lâcheté infinie, le vise et le tue », raconte Gabriel Attal devant les parents du sous-officier en larmes.

Les mots du Premier ministre résonnent entre les murs du fort de Charenton (Val-de-Marne), bastion de leurs escadrons, où s'est tenu ce vendredi l'hommage aux deux gendarmes morts en Nouvelle-Calédonie. À 22 ans, le maréchal des logis chef Nicolas Molinari n'avait jamais mis les pieds en Nouvelle-Calédonie lorsqu'il a perdu la vie. Le major Xavier Salou, décédé un jour après, achevait, lui, sa huitième mission sur le Caillou.

Le 16 mai, il défend sa caserne depuis des jours face aux assauts incessants, quand un appel le désigne à nouveau : une gendarmerie voisine est assaillie par les émeutiers. « Le major Salou s'apprête à repartir, parce qu'on ne laisse jamais

un camarade derrière soi », lance Gabriel Attal, tourné vers les deux jeunes enfants du défunt. Xavier Salou monte en premier à bord de son blindé. Soudain, sa radio grésille et dysfonctionne. « Alors, il sort le buste de la tourelle du véhicule. Et là, un coup part. Un coup qui le touche. » Ce tir accidentel emporte la vie du père de famille de 46 ans.

« La jeunesse et l'expérience »

Bordés de tireurs d'élite, les murs du fort de Charenton ombragent un peu la cour où revivent pour quelques instants les deux militaires. « Deux gendarmes. La jeunesse et l'expérience », comme les associe Gabriel Attal. Par ses parents et sa compagne qu'il a rencontrés avant la cérémonie, le Premier ministre a appris à connaître Nicolas Molinari, « Moli » pour ses frères d'armes, le camarade farceur, « aux danses et à l'appétit légendaires ». Et en s'agenouillant devant les enfants de Xavier Salou, un garçon de 7 ans et sa sœur de 8 ans, le chef du gouvernement prend la mesure du sacrifice. Amateuse de plongée, le major aimait la Nouvelle-Calédonie. Mais il était « si heureux parmi les siens, lui qui les aimait passionnément, s'émeut le Premier ministre. Aujourd'hui, c'est la nation tout entière qui se tient à leurs côtés ».

Ce sont deux forces de la nature qui reposent aujourd'hui dans des cercueils tricolores. Deux chevaliers de la Légion d'honneur à qui le chef du gouvernement décerne de manière posthume l'étoile à cinq branches. Deux sous-officiers qui reçoivent aussi la médaille de la gendarmerie nationale et la médaille militaire. Un gendarme francilien salue les décorations des deux morts au combat, qui reçoivent « les plus hautes distinctions possibles, qui correspondent à leur sacrifice ».

armes, omniprésentes, mais cachées en journée.

Au centre de ce paysage brûlé, la station-service du quartier ne souffre d'aucune éraflure. Et pour cause : cette structure appartenant à un clan kanak est protégée par un groupe d'indépendantistes, qui forment un point de ralliement. Voilà douze jours que le patron pompiste, Rodolphe Togna, n'est pas rentré chez lui. Avec ses compagnons, assis en nombre autour de lui, il sécurise son outil de travail et veille sur les pick-up. « Car personne n'aurait fait la différence entre une entreprise kanak et une autre. » C'est indépendantiste de l'ancienne génération observe, avec calme et un regard critique, les débordements commis en marge de la lutte pour « Kanaky ». « Il y a des jeunes révolutionnaires mais aussi des jeunes délinquants qui ne suivent pas les

mots d'ordre. Ces jeunes, aidés par l'alcool, ont saccagé beaucoup de magasins. Peut-être qu'on a failli quelque part », réfléchit-il. Sans toutefois renier les barrages. « Il n'y a que ce rapport de force qui fera entendre la voix du CCAAT pour un retrait du projet constitutionnel de dégel du corps électoral », estime-t-il.

Se défendre contre « la milice loyaliste »

Ce sont les jeunes, obéissants aux ordres du CCAAT, une émanation de terrain de l'Union calédonienne, qui « gèrent la sécurité » du quartier. Tee-shirt transformé en cagoule sur la tête, Ryan, leur chef, explique défendre les siens contre la « milice loyaliste qui tourne en pick-up pour tuer les Kanaks ». « On a été visés, beaucoup de nos frères sont tombés », assure ce mécanicien de 22 ans qui jure « ne pas

être armé ». « On a cassé les glissières et on a tiré les carcasses de véhicules sur la route mais on n'a pas cassé les commerces car on a pensé à nos vieux », défend encore le jeune homme, après qu'Emmanuel Macron a affirmé plus tôt que la Nouvelle-Calédonie n'était pas le « Far West ». Et Ryan de reprendre la formule présidentielle à son compte : « Ici, ce n'est pas le Far West. Tout le monde se respecte ! Quand les gendarmes viennent nettoyer, on laisse faire, et ensuite, on remonte le barrage. »

Une situation ô combien fragile. Soumise à une pression maximale, alimentée par la défiance et les rumeurs, elle menace de basculer à chaque instant, d'un barrage à un autre. Ce vendredi-là, à peine quelques minutes après cette conversation, à deux pas d'Apogoti, un homme a donc finalement perdu la vie, tué par un policier.

Dumbéa (Nouvelle-Calédonie), ce vendredi. Pour pénétrer le quartier d'Apogoti, il faut franchir un barrage sous le pont de l'autoroute, où flotte le drapeau kanak et résonnent les slogans indépendantistes.

gendarmerie et de la police. Pour Sebastian Roché, directeur de recherches au CNRS, un principe de « réponse graduée » à la violence s'applique : il est inutile d'être violent si l'adversaire ne l'est pas, et inversement. « C'est le modèle français classique du maintien de l'ordre. Le nombre de forces engagées

et la manière dont elles agissent sont fixés par les décideurs politiques », explique-t-il. Pour les forces de l'ordre, la tâche est éminemment complexe, « face à des adversaires plutôt jeunes et parfois armés ». Selon le général 2S Bertrand Cavallier, ancien commandant du Centre national d'entraînement des

forces de gendarmerie (CNEFG), aborder un barrage nécessite une reconnaissance des lieux en amont, notamment via des drones. « Ensuite, les blindés progressent avec des appuis de gendarmerie », décrit-il. Une fois « un axe dégagé », la difficulté consiste à « tenir ses points clés », « Des éléments dynamiques sont

mobilisés. Ils sont accompagnés par du renseignement, notamment grâce à des hélicoptères et des drones qui permettent de détecter des individus qui voudraient s'approcher », décrypte Bertrand Cavallier. Le GIGN est, pour sa part, mobilisé sur des « opérations spécifiques », comme

l'interpellation d'« individus violents et dangereux » liés aux émeutes, selon la gendarmerie. Car garantir la judiciarisation des auteurs des violences est aussi l'une des missions des forces de l'ordre mobilisées. Selon le Haut-Commissariat, plus de 350 personnes avaient été interpellées au 24 mai.

Louis Valleau